

Iscae: En quête de la «triple couronne»

Par Abashi SHAMAMBA | Edition N°:5252 Le 16/04/2018



Nada Biaz, directrice générale du groupe Iscae: «On ne peut pas être responsable et désespéré» (Ph F. Al Nasser)

Lorsqu'on lui demande si elle a des moyens pour mener sa mission, la directrice générale du groupe ISCAE coupe: «On ne peut pas être responsable et désespéré». Le groupe qu'elle dirige finance son budget (tenu secret) avec 40% des ressources propres. Le reste est une dotation budgétaire du ministère de tutelle. Nada Biaz entame la troisième année à la tête de la business school.

Une de ses fiertés, l'accréditation «AMBA» obtenue en janvier 2018 et qui permet à l'ISCAE de biper dans les radars internationaux. L'objectif à terme est d'aligner la «triple couronne» des business schools: AMBA, EQUIS et EPAS. L'établissement ouvre en septembre prochain un cycle de licence accessible sur concours, aux bacheliers. L'engouement est extraordinaire: la direction a reçu 12.000 dossiers pour une quarantaine de places disponibles.

Pour l'instant, il s'agit d'une classe «pilote» en attendant l'extension des capacités dans les années suivantes.

- L'Economiste: Vous êtes submergés par la demande pour le cycle de licence que vous ouvrez en septembre. Il paraît qu'il y aurait une confusion avec l'accès au programme «Grande école».

- Nada Biaz: Fixons les idées. L'Iscae ne s'est pas transformé en école post bac. Les

modalités d'accès au programme «Grande Ecole» n'ont pas changé: Le concours est ouvert aux classes prépas et aux candidats provenant des filières économiques ou de gestion d'autres écoles de commerce sous réserve de remplir les critères de présélection. A ce groupe, il faut ajouter les licenciés des filières économiques. Un décret qui sera publié bientôt, permettra aux licenciés des facultés d'accéder sur concours, en 2e année de la «Grande Ecole». Les titulaires de masters de recherche peuvent postuler en doctorat ou au cycle d'expertise comptable. Nous tenons beaucoup à la valeur diversité et pas seulement celle liée à l'origine sociale ou au genre, mais à l'âge et aux profils. Notre école doit pouvoir accueillir des jeunes issus des facultés et des écoles de commerce. Par ailleurs, dans nos cycles de formation continue, -Mastères et Executive MBA- plusieurs générations et professions s'y côtoient: médecins, ingénieurs, etc. Ce brassage est un enrichissement pour notre établissement.

- Pourquoi vous refusez de rejoindre le concours commun des écoles nationales de commerce et de gestion? Votre position est perçue comme de l'arrogance.

- Ce n'est pas de l'arrogance. Nous avons nos propres exigences et nos prérequis, et nous préférons les évaluer par nous-mêmes. Les choses ont toujours fonctionné ainsi. Ne voyez pas dans mes propos un quelconque jugement, ni une prise de position. Si un jour notre conseil d'établissement décide qu'il faut évoluer vers un autre mode de sélection à l'entrée, tout le monde s'y pliera. Ce n'est pas exclu à l'avenir. Par ailleurs, les jeunes venant d'autres filières que les classes prépas qui veulent accéder à l'Iscae ne peuvent pas être soumis à une épreuve standard. Il leur faut un concours spécifique. Quoi qu'il en soit, l'épreuve orale restera la nôtre.

- Faut-il un peu de sélection à l'entrée de l'université plutôt que d'y laisser s'installer un certain darwinisme?

- En fait, cette question n'est plus un tabou. Elle est aujourd'hui abordée en commission au Conseil supérieur de l'enseignement. D'une autre façon, vous posez là le problème de pré requis et en amont, celui de l'orientation. Nous en discutons avec mes collègues au Conseil. A titre personnel, je pense que le principe d'une année préparatoire peut être un levier pour aider les jeunes à digérer la rupture brutale entre le lycée et le supérieur. Beaucoup de pays l'ont adoptée avec succès.

- Malgré une forte augmentation de femmes diplômées, leur taux d'activité plonge d'année en année. A quoi tient ce paradoxe?

- C'est une tendance globale, je pense. Selon les sociétés, cela peut s'expliquer par des contraintes culturelles, voire biologiques. A un moment donné peut-être, certaines

femmes peuvent prioriser des aspects de ce qu'elles croient être leur mission essentielle. Là, il s'agit de choix personnels. A notre niveau, nous essayons d'inculquer à nos étudiantes qu'il est possible de concilier ambitions professionnelles et contraintes de vie familiale. Mais dans cet équilibre, il y a aussi le rôle et l'accompagnement des hommes: maris, frères, pères, fils, etc. Pourquoi c'est toujours la fille qui devrait s'occuper des parents à leurs vieux jours? Un mari accepterait-il que son épouse ait des horaires décalés? En tous les cas, c'est à la femme aussi d'asseoir sa propre autonomie. Si elle ne trouve pas quelqu'un de compréhensif en face, elle peut en tirer les conséquences. Il n'y a pas un seul modèle de bonheur dans la vie.

- Etes-vous confronté au phénomène islamiste qui se développe sur les campus?

- Je ne sais pas ce que vous entendez par islamiste. Je n'ai pas à juger les croyances et les convictions des uns et des autres. Je les respecte toutes. Jusqu'à présent, je n'ai jamais eu à gérer des troubles ou des situations liées à l'activisme de ce que vous appelez islamistes. Sur ce plan, je dois avouer qu'on est vraiment «privilegié».

Propos recueillis par Abashi SHAMAMBA